

du 3 janvier 1984. Arrivé au pouvoir grâce à une révolution de palais le 7 novembre 1987, Zin el-Abidine Ben Ali ouvre les années de la dictature high-tech. L'idée est de sortir la Tunisie de la crise de la dette en misant sur des niches de haute technologie, à l'image des « dragons asiatiques ». Cette stratégie échoue. Vient alors la quatrième période : celle de la crise globale. L'essoufflement économique suscite des revendications sociales grandissantes, notamment de la part d'une jeunesse diplômée et désœuvrée, et galvanise l'opposition politique.

Comme Bénédicte Hibou avant lui (*La Force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, La Découverte, 2006), Hakim Ben Hammouda souligne les failles du pacte originel conclu par les régimes autoritaires. À la différence des régimes totalitaires fondés sur l'incessante mobilisation idéologique, les régimes autoritaires se caractérisent par la faiblesse de leurs référents doctrinaux. Leur source de légitimation n'est pas politique mais économique, selon une double logique d'adhésion et de prédation. Ce modèle permet d'enregistrer, durant les premières années, des taux de croissance importants. Mais il a ses limites. L'exacerbation des logiques de prédation, en particulier, freine l'investissement privé, réduit les rentrées fiscales, aggrave l'endettement public et, surtout, exacerbe le sentiment d'injustice populaire.

Le livre de Hakim Ben Hammouda, dont une première mouture avait été mise en ligne sur le blog de l'auteur dès le mois de mars 2011, souffre d'un défaut. Bien que publié en mars 2012, il n'évoque pas les élections de l'automne 2011, la victoire du parti islamiste Ennahda, la nomination de son chef au poste de premier ministre et l'élection par l'Assemblée constituante de Moncef Marzouki, dirigeant historique de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, au poste de président de la République.

Yves Gounin

ATLAS DU PROCHE-ORIENT ARABE

Fabrice Balanche

Co-édition RFI et Presses de l'Université Paris-Sorbonne (PUPS), 2012, 133 p.

Les atlas sont à la mode. Celui qu'a conçu Fabrice Balanche, directeur du Groupe d'études et de recherches sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO), est original à plus d'un titre. D'abord par l'espace géographique qu'il couvre : le Levant ou le « Bilad es Sham » (pays de Damas) est une région rarement étudiée en tant que telle. « Entre Mésopotamie, Anatolie et Égypte, ce territoire fut toujours disputé par les conquérants », remarque l'auteur en introduction. Aujourd'hui, il est divisé entre Liban, Syrie, Jordanie et Israël/Palestine. En concentrant son regard sur un périmètre plus restreint que le grand Moyen-Orient, Fabrice Balanche fait apparaître des réalités et des problématiques peu connues. Grand public et spécialistes y trouveront de quoi assouvir leur curiosité, notamment sur les dessous du drame syrien.

Son chapitre consacré aux « constructions nationales » est particulièrement éclairant. Cartes à l'appui, il dissèque la question syrienne. Il décrit la montée en puissance économique d'une bande centrale (Damas, Homs, Hamas, Alep) face à une périphérie délaissée qui compte des villes comme Raqqa, Deir Ez-Zor, Soueida ou encore Deraa — ville à la frontière jordanienne où la révolte contre le pouvoir central a commencé en mars 2011. Autre clé de compréhension : la démographie. « Le régime alaouite de Bachar el-Assad ne peut compter que sur sa capacité à diviser la majorité sunnite pour se maintenir au pouvoir, car la démographie de sa communauté est en baisse depuis les années 1980 », constate Fabrice Balanche.

Le Baas syrien, comme son frère ennemi irakien, voulait dissoudre les communautés et le confessionnalisme dans le nationalisme arabe. Au final, Hafez el-Assad a perverti ce nationalisme pour asseoir la suprématie de sa communauté et de ses alliés. Les discriminations contre les Kurdes seront récurrentes au cours des décennies suivantes. Aujourd'hui, le modèle craque et c'est à Bachar el-Assad que revient la tâche de le maintenir à la force des baïonnettes. Inexorablement, le pays glisse sur la pente de la guerre civile. La carte de l'État des Alaouites (1920-1936) vient opportunément rappeler que les adeptes de cette secte chiite ont eu leur territoire, comme les chrétiens au Liban. Le recréeront-ils un jour ?

Les trois autres entités du « Bilad es Sham » doivent, elles aussi, relever des défis plus ou moins mortels. La Jordanie, dont la population explose, est en situation de stress hydrique avancé. La Palestine meurt à petit feu sous la colonisation israélienne. Et au Liban, « c'est le triomphe du laisser-faire et du communautarisme » qui fait des ravages, explique l'auteur. Résultat : la région s'appauvrit. Une carte est particulièrement éloquente : celle des routes qu'empruntent les hydrocarbures : toutes contournent le Levant via l'Égypte, la Turquie et l'Asie centrale. Autre signe de déclin économique : la marginalisation du littoral levantin, jadis florissant, au profit des pays du Golfe devenus un « hub » commercial. « Les flux entre l'Europe et les pétromonarchies du Golfe évitent cette façade maritime aux infrastructures portuaires de faible capacité et souvent vétustes », écrit Fabrice Balanche.

Encore meurtri par des blessures anciennes (réfugiés palestiniens, occupation du Golan) et sous la menace de nouveaux périls nés des révoltes arabes, le Levant est aujourd'hui au centre d'un bras de fer géopolitique majeur : d'un côté, l'axe anti-occidental qui regroupe l'Iran, la Syrie et le Hezbollah libanais ; de l'autre, l'axe pro-occidental (Israël, Jordanie et pays du Golfe). À la fin de son atlas, Fabrice Balanche prend de la hauteur pour replacer le Levant dans une perspective géographique plus large.

Les deux cartes qui illustrent le dispositif américain et le Moyen-Orient redessiné par les faucons de l'administration Bush sont riches d'enseignements. Aux yeux de l'auteur, elles résument, à elles seules, la politique de Washington dans cette zone : soutenir Israël et contrôler les hydrocarbures, avec un projet (qui ne s'est pas réalisé pour le moment) de fragmentation du Moyen-Orient selon des lignes ethniques et confessionnelles. Replacé dans une telle grille de lecture, le renversement de Saddam Hussein en 2003 apparaît, rétrospectivement, comme une expérimentation « in vivo » de cette vision néo-conservatrice. « L'élection de Barack Obama, en 2008, marque une inflexion de la politique américaine au Moyen-Orient, mais non un changement radical », estime Fabrice Balanche. En ce sens, la crise syrienne peut être considérée comme le point névralgique de ce grand jeu géopolitique.

Christian Chesnot

STRATEGIC VISION

America and the crisis of global power

Zbigniew Brzezinski

Basic Books (New York), 2012, 208 p.

Les jours des États-Unis, en tant que première puissance mondiale, sont désormais comptés. Tous les indices — démographiques, économiques, financiers, stratégiques — le montrent : le grand basculement qui verra l'Orient supplanter l'Occident se situera probablement vers 2025. Dans cette recomposition de la scène planétaire,